

Immigration illégale

Mélilia menace d'expulser les mineurs marocains

● Las d'attendre une réaction de Madrid ou de Rabat à propos des mineurs marocains hébergés à Mélilia, le gouvernement du préside exhorte le gouvernement central à s'en occuper.

C'est quasiment un ultimatum qu'a lancé le président du gouvernement autonome de Mélilia, Juan Lambroda, au Maroc. «*Ou le Maroc accepte les mineurs migrants non accompagnés ou le gouvernement central les expulse*». Dans un entretien accordé à la radio espagnole la SER, ce trublion du PP, a réitéré son appel à l'implication de toutes les administrations concernées par cette affaire, afin d'en finir avec la présence de ces jeunes migrants irréguliers, d'origine marocaine, dans la ville. Lambroda a adopté, durant cette sortie médiatique, un discours virulent envers le gouvernement dirigé par son parti et bien entendu le royaume. «*Je ne veux pas que Mélilia devienne une cachette pour les mineurs marocains, car nous n'avons plus la possibilité de les accueillir*», a déclaré le président du gouvernement autonome. Celui-ci s'en est pris violemment à ces jeunes migrants hébergés par la ville dans le centre d'accueil, mais qui «*refusent de s'intégrer et ne respectent pas les normes du centre*», s'est-il



plaint, précisant au passage qu'il s'agit d'un groupe en nombre réduit. Lambroda nourrit, encore et toujours, l'espoir de voir les autorités marocaines s'impliquer dans ce dossier et procéder au rapatriement des mineurs. Dans le cas contraire, Lambroda propose à Madrid de les rapatrier à travers une autre frontière ou qu'ils soient pris en charge par la péninsule ibérique. Lambroda a tiré à boulets rouges sur la législation espagnole, la considérant

comme étant trop «protectrice» et ne permettant pas d'agir avec fermeté envers les déserteurs du centre d'accueil. Dans cette chasse dirigée contre les migrants nationaux, le dirigeant de Mélilia cherche à impliquer les habitants de la ville, à qui il a enjoint de cesser d'apporter de l'aide aux mineurs qui traînent dans la rue. Depuis que le Maroc s'est dit prêt à rapatrier ses enfants migrants irréguliers interceptés en Allemagne et en Suède, les autorités



Une ONG locale milite pour création au Maroc de centres d'hébergement aux profits des mineurs refoulés.

de Mélilia peinent à cacher leur frustration. Ce dossier est certes une affaire encombrante pour les pouvoirs publics de la ville, vu que l'autorité marocaine ne veut pas prendre en charge ces jeunes Marocains, toutefois la gestion du gouvernement de Lambroda est pointée du doigt par plusieurs formations politiques et ONG. Sur ce registre, Coalition pour Mélilia (CPM), une formation régionale proche de la communauté musulmane, a dénoncé les propos du gestionnaire de la ville, en estimant que le problème des mineurs peut se résoudre autrement. Selon cette formation, il est urgent d'annuler l'accord de rapatriement signé entre le Maroc et l'Espagne. CPM a suggéré aussi la mise en place d'établissements d'hébergement au royaume au profit des jeunes migrants marocains rapatriés. À propos de cette dernière proposition, le gouvernement de Mélilia avait déjà manifesté sa volonté de financer sur le sol marocain des centres similaires à ceux existant en Espagne. Le gouvernement de Mélilia a même annoncé son projet de mener une campagne de sensibilisation au Maroc afin de dissuader les éventuels candidats de franchir les frontières et d'entamer un projet migratoire aux conséquences incertaines. ●

PAR **AMAL BABA ALI**
a.babaali@leseco.ma